

<https://www.pouruneconstituante.fr/spip.php?article839>



# Bonapartisme ou Constituante

- La démocratie : un enjeu - La démocratie face aux défis - Débats - Les institutions - La Constitution -



Publication date: lundi 12 mars 2018

---

Copyright © ASSOCIATION POUR UNE CONSTITUANTE - Tous droits

réservés

---

**L'article ci-dessous, publié le 27 Mars 2014, nous a paru particulièrement d'actualité et nous le republions donc.**

*On ne compte plus les commentaires plus ou moins orientés sur les résultats des élections municipales. Le Monde diplomatique publie dans son numéro d'Avril, actuellement en vente dans les kiosques, un article d'André Bellon, Président de l'Association pour une Constituante, intitulé "Bonapartisme ou Constituante". Il y fait l'analyse qu'il est impossible de continuer à se situer dans un espace politique qui se dit démocratique et qui l'est de moins en moins. Le choix va inévitablement se situer entre l'officialisation d'une forme autoritaire de gouvernement, caractérisée comme "Bonapartisme", et la reconstruction de la démocratie par l'élection d'une Assemblée constituante au suffrage universel. Nous publions ci-dessous le chapeau de l'article et son début, la suite peut être lue dans le Monde diplomatique d'Avril 2014 et en pièce jointe.*

\*\*\*

### UN CADRE POLITIQUE LÉGAL MAIS ILLÉGITIME

#### Bonapartisme ou Constituante

Par André Bellon\*

\*Président de l'Association pour une Constituante, ancien président de la Commission des affaires étrangères de l'Assemblée nationale.

**Chapeau :** *C'est devenu une évidence : le fossé se creuse entre les citoyens et leurs représentants. La « crise de la démocratie » traduit un changement de modèle politique. Adopté en violation de la volonté exprimée par les électeurs le 29 mai 2005, le traité de Lisbonne a signalé la tentation autoritaire d'une partie des élites. L'élection d'une Assemblée constituante en France permettrait-elle de la juguler ?*

Le rejet du traité constitutionnel européen (TCE), le 29 mai 2005, restera un tournant dans l'histoire de France. Une légitimité démocratique a tenté de s'affirmer. Elle a été bafouée. Depuis, et de façon sporadique, des révoltes émergent sans cohérence apparente, mais dans une volonté commune de rejet des pouvoirs en place (grandes manifestations, « bonnets rouges »...). Sont-elles les signes avant-coureurs d'une violence plus générale, d'une profonde crise de régime ?

..... La suite dans [le numéro d'avril 2014 du Monde diplomatique](#) et en pièce jointe.